

WELKOM



390761
390774

Man St. D.

I



1087

757

~~272~~

272.



1331

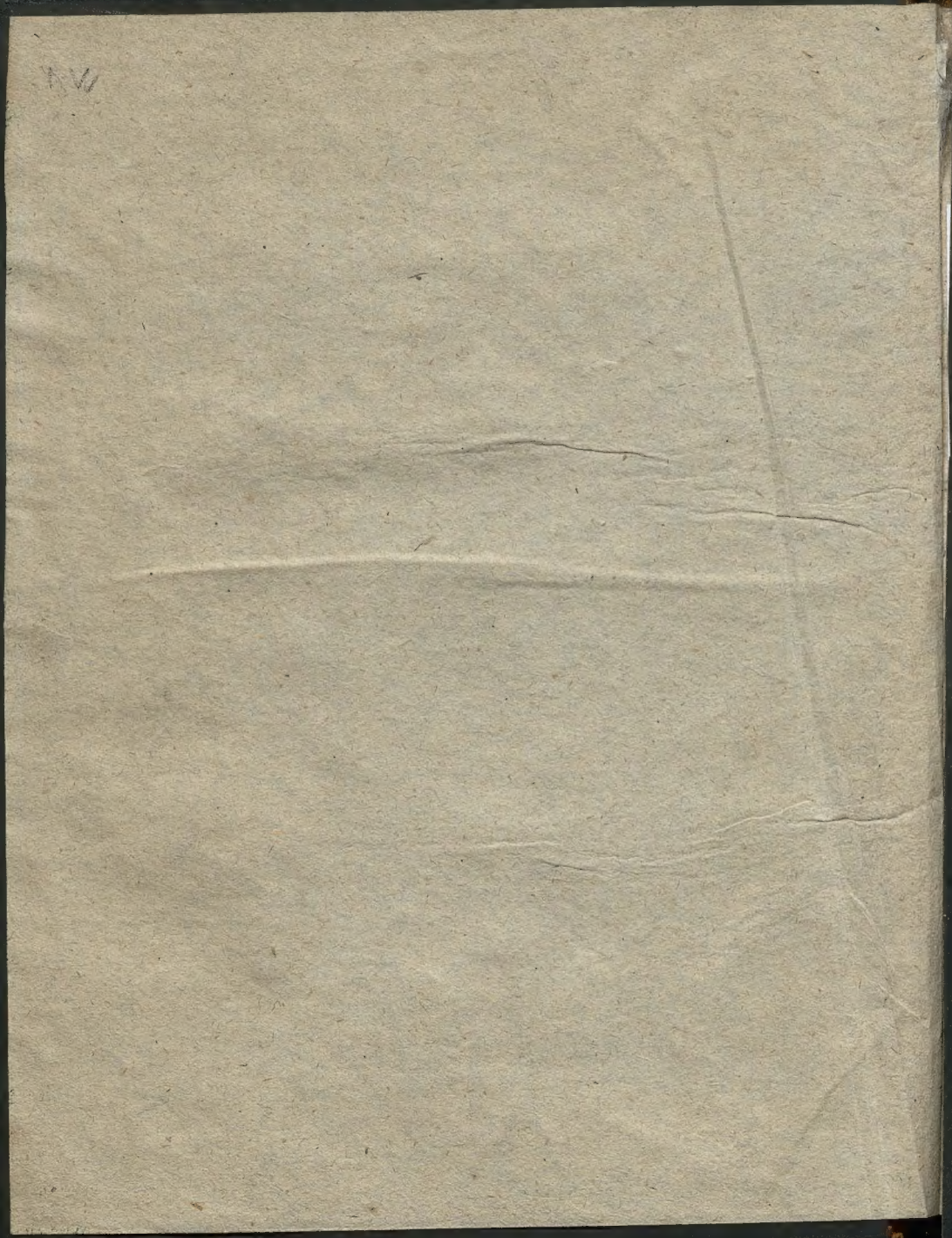
MISCELLANEA.

- 1/ Bohomolec Franciszek, De lingua Polonica colloquium.--Warszawa 1752, Typis S.R.M.in Coll. Soc.Jesu.--K nlb.10.--E^{xlii} Str.225.--
- 2/ /Kurlandya/, Obiaśnienie niektórych okoliczności niniejszych względem infundacyi Xięstwa Kurlandzkiego roku 1758.--Str.31.--E^{xx} Str.390.--
- 3/ Series Konstytuacyi synoptické zebranych ex Volumine legum, dōwodząc, że stan szlachecki y duchowny od wszelkiego myta, cła y poboru iest wolny. /B.m.dr.i r./--K nlb.8.--E^{xxvi} Str.340
- 4/ Mikrzyński Jakub, Selectae ex universa philosophia conclusiones.--Lublin 1765, Typis S.R.M.Coll. Soc.Jesu.--K nlb.8.--E^{xxviii} Str.340
- 5/ Discours de reception.--Str.12.--2 egzem.--E^{xxviii} Str.340
- 6/ Pinabel de Verriere, Seconde lettre sur les événemens qui ont eu lieu à Paris depuis le 10. Juillet 1791. Jusqu'au 8. Septembre 1792. K nlb.6.--E^{xxviii} Str.340
- 7/ Bojko Feliks, Précis des recherches sur la Poméranie. /B.m.dr.i r./--Str.18.--E^{xxi} Str.390.--
- 8/ Bojko Feliks, Réponse a l'écrit intitulé Exposé de la Conduite de la Cour Imperiale de Russie. 1773.--Str.19.--E^{xxi} Str.390.--
- 9/ Richesses de l'état. 1764.--Str.16.--E^{xxvi} Str.340
- 10/ Reflexions d'un suisse, sur les motifs de la guerre presente. 1756.--Str.52.--E^{xxvi} Str.340
- 11/ Bojko Feliks, Notes justificatives pour le Précis des recherches sur la Poméranie. 1772.--Str.42.--E^{xxi} Str.390.--
- 12/ Engel Emanuel, Précis des recherches sur Galicie ou Halicz et sur Lodomerie ou Włodzimierz. 1773.--Str.12.--E^{xvii} Str.60.--

13/ Frak na tandecie/około 1799/.-K nlb.2.-E XVI
Str.276.-

1161. Jag.
112. Podl. 878.

I



R E P O N S E

A L' E C R I T

I N T I T U L E

Exposé de la Conduite de la Cour Imperiale de Russie, vis-
à-vis la Sérénissime République de Pologne, avec la
Dédution des titres, sur les quels Elle fonde sa
prise de Possession d'un Equivalent de ses
droits & prétensions à la charge de
cette Puissance.

1773.

R E P O N S E

A L L E M E N T

I N T E R P R E T A T I O N

Le présent document est le résultat de la
révision de la version précédente de l'ouvrage, et
il est destiné à être lu par les personnes qui
ont eu l'honneur de le lire. Il est donc
nécessaire de le lire avec attention, car
il contient des modifications importantes.

1773

R E P O N S E

A L' ECRIT INTITULE

Exposé de la Conduite de la Cour Impériale de Russie, vis-à-vis la Sérénissime République de Pologne, avec la Dédaction des titres, sur les quels Elle fonde sa prise de Possession d'un Equivalent de ses droits & prétensions à la charge de cette Puissance.

390769



Quand le fort dit au foible, „ Tu feras ceci, car je le veux, „ le foible se consulte, calcule ses moyens de résistance, & s'il les trouve nuls, il cède; il fait un acte de prudence; il souffre le mal craint du pire; il obéit à l'inévitable nécessité. Mais si le fort dit au foible, „ Je veux ce-ci, non par ce que „ tels sont & ma convenance & mon plaisir, mais par ce que „ du droit, que j'ai de l'exiger dérive, quant à toi, l'obligation de l'accorder: „ dans ce cas, le fort admettant une autorité supérieure à sa volonté (celle de la justice & de la raison publique) soumet ses droits prétendus à la discussion du foible; l'invite à l'examen de ses obligations, & s'engage par une conséquence nécessaire à se désister de ses prétensions, ou à les modérer, du moment qu'il sera prouvé, qu'elles sont ou hazardées ou exagérées. Le silence du foible dans une telle occasion ne pourroit être attribué qu'à une lâche condescendance, ou à l'ignorance de ses droits & de ses obligations. C'est pour éloigner ce blâme de

A ij

la Nation Polonoise, qu'on va procéder à l'examen des prétensions, que la Cour de Russie forme à sa charge, & dont Elle a déposé les titres dans l'écrit intitulé: *Exposé de la Conduite de la Cour Impériale de Russie, vis-à-vis la Sérénissime République de Pologne, avec la Déduction des titres, sur les quels Elle fonde la prise de possession d'un Equivalent de ses droits & prétensions à la charge de cette Puissance.*

Les griefs énoncés contre la République, en réparation des quels la Russie s'est approprié des Provinces Polonoises à titre d'Equivalent, sont:

1. Un empiétement de territoire de 1300 verstes quarrées d'étendue, au de là des limites désignées par les Traités, depuis l'embouchure de la Dzwina, jusqu'à la petite ville de Stoika ou Stayki, sise sur le Dniéper, cinq miles au dessous de Kijow. On prétend que ce terrain doit être, depuis plus de 60. années, occupé & cultivé au profit des sujets de la République, & au préjudice de ceux de la Russie: & que
2. Les sujets Polonois se sont appropriés un terrain de 8,000. verstes quarrées, qui appartenoient auparavant à la Russie, & que celle-ci avoit dû, par l'Article VII. du Traité de 1686. abandonner, pour servir de barrière entre les deux Etats: & que
3. Les sujets Russes habitans les frontières, sont accueillis dans leur fuite & débauchés par les Polonois: leur nombre évalué à 300,000 hommes: & qu'il y a eu
4. Dénî de justice commis dans les Tribunaux Polonois envers les sujets de la petite Russie, dans les prétensions qu'il ont eues à faire valoir en Pologne à titre de succession, donations, acquêts &c.

5
5. Qu'il a été fait infraction aux Articles des Traités, concernant le commerce, tant par des impositions nouvelles & arbitraires, que par la translation fréquente & non permise des Bureaux de Douane &c.

6. Les droits qu'on prétend être imposés par la Noblesse Polonoise, tant sur terre que sur les rivières, & les pertes des marchands Russes de Riga & autres lieux, occasionnées par la mauvaise foi attribuée aux Polonois, & estimées 4,000,000. d'Ecus.

Telles sont les différentes branches des dommages, que la Russie prétend avoir soufferts, & qui (évalués apparemment par approximation) capital & intérêt de 60. ans compris, doivent former un Equivalent aux Provinces, que cette Cour a soustraites au domaine de la République & s'est adjudgées.

Les articles 1. & 2. font mention d'un empiétement de territoire (qui date de 60. années) fait par les Polonois au préjudice des Russes.

L'Europe aura appris avec surprise, que la Pologne, dont Elle voyoit depuis un siècle la dégradation & les progrès vers sa ruine, étendoit au loin ses frontières, & faisoit sans bruit des conquêtes, sur un Etat voisin, dont les progrès dans un sens contraire le portoient, dans le même période de tems, vers la force & l'accroissement. Ce phénomène politique seroit en effet singulier; mais malheureusement pour ceux qui aiment à les observer, celui-ci n'existe point en effet tel, qu'il est décrit.

Il est naturel, qu'entre Etats voisins les peuplades limitrophes, trop éloignées des Capitales pour être toujours efficacement surveillées, avancent par degrés leurs éta-

blissemens au delà d'une démarcation vague & mal désignée. Mais ces sortes d'empiétemens doivent être & sont en effet réciproques, parce qu'ils dérivent du besoin, de la bien-séance & de la facilité, circonstances communes aux deux parties. Si la forme de gouvernement met entr'elles quelque différence, elle est en faveur de celui, dont l'activité & le ressort impriment aux démarches de ses moindres sujets, un caractère d'autorité & d'appuy, qui en impose. Mais enfin supposons la Russie lésée; où commencera, entre peuples policés, le droit de se faire justice à soi même? justice arbitraire & toujours odieuse, mais quelque fois autorisée par la nécessité? C'est lorsque toute espérance d'une discussion & d'une réparation amicales sera perdue; c'est-à-dire, après le refus formel de l'une des deux parties d'y procéder. Or, loin qu'un tel refus ait jamais été fait par la République, Elle a au contraire solennellement constitué en 1764. à la Diète de Couronnement, une Commission pour traiter en son nom, tant de la détermination que de la police des frontières. Les pleins-pouvoirs des Commissaires sont encore jusqu'à présent en vigueur, & leur inaction est l'ouvrage de la Russie même, qui a négligé de nommer les siens. Lorsque le Comte Rzewulski partit en 1766 pour résider en Russie, en qualité de Ministre du Roi & de la République, il fut chargé par ses instructions de hâter la confection d'un arrangement définitif au sujet des frontières. Il le sollicita en conséquence, mais il lui fut répondu, " que l'affaire des Diffidens devoit marcher „ avant toute autre, & que ce ne seroit qu'après que celle „ ci auroit été terminée, que le Traité pourroit se négocier. „ er. " L'inertie & les vices de la Constitution Polonoise, n'ont donc point ôté à la Russie les voyes à une justice amicale & discutée, comme Elle le répète plus d'une fois dans la Déduction. Il est vrai, que par cette Constitution, les principales affaires devant être rapportées en Diète, les

Puissances qui ont à traiter avec la République, doivent attendre qu'elle soit représentée par ces Dietes. Mais depuis 60 ans, époque dès la quelle la Russie commence à dater ses griefs & ses pertes, la Nation a été diverse fois assemblée, & il a dépendu de la Russie de faire valoir ses droits & de demander réparation de ses dommages. Elle l'eût fait sans doute avec succès à la Diete de 1717, à laquelle un Ambassadeur Russe se trouvoit être médiateur entre le Roi de Pologne Auguste II. & la Nation Polonoise. Elle eût pû le faire depuis aux Dietes de 1718, de 1724, & 1726; à la Diete de Pacification de 1736, où elle eût la plus grande influence, ménagée par la reconnoissance d'Auguste III. vainqueur par Elle de son rival au Trône, & par la présence alors effective des troupes Russes en Pologne. Aux Dietes de 1764, 66, & 68, la Russie n'a pas réclamé non plus de la République les dédommagemens qu'Elle en exige aujourd'hui; preuve incontestable que ses prétensions ont été formées après coup, & que leur origine ne remonte pas au delà des conventions pour le partage de la Pologne, c'est-à-dire, au tems, où elles ont dû étayer le procédé le plus injuste: à moins toute fois qu'on n'aime mieux supposer au Ministère de cette Puissance 60 ans d'indifférence ou d'ignorance de ses droits, ce qui seroit absurde.

La police frontière, à la quelle appartient la matière des transfuges étoit, ainsi que la démarcation même des limites, de la compétence de cette Commission nommée en 1764 par la République. Il n'a donc tenu qu'à la Russie d'arranger encore cet Article à l'amiable; & s'il ne l'est pas, Elle ne peut en tirer un grief contre la République. Mais il y a plus: cette même Russie, qui demande aujourd'hui justice sur cet objet, se l'est déjà faite dès longtems à diverses reprises, & de la manière la plus préjudiciable à la République. Il consiste par une multitude de plaintes & de

Mémoires présentés à la Cour de Varsovie, sous trois ré-
gnes, par ses sujets voisins de la Russie, & par les Notes
Ministérielles, qui ont été délivrées en conséquence de la part
du Ministère Polonois, que le gouvernement Russe a mainte-
fois envoyé des détachemens de ses troupes en Pologne,
sous prétexte d'y chercher ses transfuges; mais en effet
elles y ont enlevé des milliers de païsans Polonois & dé-
peuplé des villages entiers. On conçoit de quelles circon-
stances facheuses pour les Polonois ont dû être accompa-
gnées ces invasions soudaines, & quelle proportion cette
justice militaire a dû garder, entre le tort réel & la répa-
ration. Il est probable, que la Noblesse Polonoise a résisté
quand elle l'a pû, quand les détachemens Russes étoient pe-
tits; & les faits que la Déduction Russe met à la charge,
étant ainsi des actes de défense, sont assez justifiés par la
nécessité. Ce grief est encore de la même nature, que
les précédens; il est réciproque, & la Pologne aura certai-
nement 400,000 transfuges au moins à répéter de la Rus-
sie, si celle-ci peut avec raison lui en demander 300,000.
Cette différence paroitra bien modérée, si on fait atten-
tion aux mesures prises des deux parts pour empêcher
l'émigration. Les frontières du côté de la Pologne sont
par tout ouvertes, sans défense & sans précautions; cel-
les du côté de la Russie sont fermées par des abatis ou
des chevaux de frise, & semées de postes garnis de trou-
pes, toujours occupées à rejeter les émigrans vers l'inté-
rieur du païs, & à favoriser l'évasion de ceux qui quittent
la Pologne. Il seroit étonnant après cela, que la balance
des pertes fut contre le côté le mieux précautionné, sur
tout quand on se rappellera combien de fois, depuis la date
du Traité de 1686, les armées Russes ont guerroyé & sé-
journé pour différentes raisons en Pologne: d'abord pen-
dant la guerre, que Pierre le Grand a fait à Charles XII, en-
suite

suite après la mort d' Auguste II, pendant une grande partie du Règne d' Auguste III, & enfin dans le cours des troubles actuels.

Le 4me grief porte sur un prétendu déni de justice de la part des Tribunaux Polonois aux habitans de la petite Russie, dans les prétensions, qu'ils ont à faire valoir en Pologne, à titre de donation, succession, acquets &c.

Il est à remarquer, que la plupart des raisonnemens de la Déduction Russe ont le défaut de conclurre presque toujours du particulier au général, de présenter quelques faits isolés pour des procédés habituels, autorisés & constans; en un mot l'abus de la loi pour la loi même.

Le déni de justice pris à la rigueur, est le refus que fait un Tribunal, de juger une cause, dont il doit connoître; & on nie, que les habitans de la petite Russie aient eû de tels refus à effuyer. Dans un sens moins exact, le déni de justice se prend pour une justice mal administrée. Il se peut que sous cette acception, les habitans de la petite Russie ont souffert quelque déni de justice; mais ils ont cela de commun avec beaucoup de Polonois. L'ignorance & la corruption sont de tout país, & se glissent dans l'administration même la mieux surveillée. Il se peut encore, qu'il y ait eû dans certains cas, quelque préférence du Polonois Juge, en faveur du Polonois partie de l'étranger; encore faudroit il les prouver, ou du moins les citer: mais en tout cas, ce ne sont que des abus & non des loix, les vices de l'homme & non de la jurisprudence. Ce n'est qu'autant, que de pareilles lésions ont été autorisées & appuyées par le gouvernement, qu'elles peuvent devenir des griefs d'Etat à Etat; or c'est ce que la Déduction Russe n'a pû imputer au gouvernement Polonois.

Les 5. & 6me griefs de la Russie font mention d'une prétendue violation des Articles des Traités concernant le commerce, tant par des établissemens nouveaux, ou des translations, d'un lieu à un autre des Chambres des Douanes, que par des impositions arbitraires exigées par les employés aux Douanes, ou même par la Noblesse; enfin les pertes des marchands Russes occasionnées par la mauvaise foi des Polonois, pertes évaluées à 4,000,000. d'Ecus.

Pour que l'infraction d'un Traité dans un Article, tel que celui dont il est ici question, puisse donner matière à un grief solide d'Etat à Etat, il ne suffit pas de dire & même de prouver, que l'infraction a été faite; il faut prouver encore, que la réparation a été demandée & refusée: or c'est ce que la Russie ne peut avancer.

Elle ne produira jamais une seule Note ou plainte fondées faites par Elle à ce sujet, qui soient demeurées sans effet. Des Départemens subalternes peuvent bien sortir de la règle; mais dès qu'à la réquisition du voisin aggravé, les torts sont redressés, ils doivent être censés non venus. Enfin il faut encore répéter ici, que s'il manque sur ce point quelque chose à la satisfaction de la Russie; Elle ne peut s'en prendre qu'à Elle même, d'avoir négligé d'entrer en négociation avec les Commissaires nommés par la République pour la discussion des objets susdits.

Quant aux fraudes & aux malversations des employés des Douanes; il est injuste d'en faire une affaire nationale. C'est un abus odieux sans doute, mais par cela même qu'il est abus, il n'est pas un tort d'Etat à Etat. Le gouvernement Polonois l'a toujours réprimé, autant qu'il a été en lui: deux faits, entre beaucoup d'autres, s'offrent pour servir de preuves.

En 1767. le 27. Juin, la Commission du Trésor de Li-

thuanie rendit un arrêt, à l'instance de certains marchands Russes, contre les anciens employés de la Douane, par le quel elle a adjugé aux dits marchands la somme de 18,571. florins de Pologne perçue en différentes occasions à titre de présent, gratification, &c.

En 1768. le 7. 7bre on a satisfait à la plainte d'un marchand Russe contre le surintendant des Douanes du Trésor de Lithuanie à Mohylow, nommé Wołodźko, en le cassant de son employ, & en l'obligeant à payer 1315. florins, 18. gros, seulement pour avoir fait arrêter illégalement quelques tonneaux d'huile.

En Pologne, comme par tout ailleurs, tous les employés des Douanes ne sont pas intégres, mais il s'en trouve. Lors que la Russie a pris en dernier lieu possession de Homel, où étoit une chambre de Douane frontière, le Général Russe Kochowski (dont apparemment les recherches devoient trouver des autorités aux griefs de sa Cour contre la Pologne) fit examiner soigneusement le Préposé de cette Douane. Il résulta des dépositions même des marchands Russes, que ce Préposé étoit sans reproche, & il fut renvoyé muni d'un témoignage honorable de sa probité. De ce qu'il y a quelques extorsions & quelques abus, il ne faut donc pas conclurre, que tout est abus & extorsion; le fait qui précède le prouve, d'autres pourroient le prouver encore, si le tems & le lieu le permettoient.

La Déduction Russe fait ici mention des pirateries, brigandages &c. exercés sur la rive Polonoise de la Dźwina au préjudice des sujets Russes, & imputés à la Noblesse adjacente en contrevention du Traité de 1705. Première-ment on ne peut supprimer ici l'étonnement, que doivent causer à tout lecteur impartial ces passages de l'Exposé de la Cour de Russie, où elle cite aux pages XVII. & XIX. le

Traité de Varsovie de 1705, le quel fut fait non pas entre la Pologne & la Russie, mais entre Charles XII. Roy de Suede & Stanislas Leszczyński, alors élu Roi de Pologne, mais dont la Royauté n'a jamais été reconnue par la Russie, & dont les actes Royaux sont restés annullés & sans aucune trace dans les Constitutions de la République de Pologne, par les soins de cette même Russie. La Diète de 1710, la même qui, à la demande de l'Ambassadeur de Russie Dolgoruki, a ratifié les Traités de 1686, & de 1704. (*) a cassé nommément ce Traité de 1705. Mais enfin, quand même on voudroit & pourroit tirer une induction quelconque de ce Traité là, comme fait par les maîtres respectifs d'alors de la Pologne & de la Livonie ; il n'en est pas moins vrai, que ces mêmes brigandages sur la Dzwina, dont la Russie se plaint aujourd'hui, sont, de notoriété publique, pratiqués sur la rive opposée par les Russes qui l'habitent. On sait avec quelle industrie les naturels de la Livonie Russe sont accusés de savoir diriger vers l'écueil, les batiments de défluitation, & avec quelle barbarie ils s'approprient les effets naufragés, souvent même aux dépens de la vie du matelot qui les défend de la submersion. Ces abus étant réciproques, il appartient à la police frontitière des deux Etats de mettre fin à ces désordres.

Enfin la Russie réclame de la République 4,000,000. d'Ecus, somme à la quelle Elle fait monter les pertes des marchands de ses Provinces, occasionnées par la mauvaise foi des Polonois. On a de la peine à croire, qu'on ait pu alléguer sérieusement un grief de cette nature, pour autoriser le démembrement de la Pologne. C'est le droit de

(*) On trouvera à la fin de cet ouvrage l'acte même de cette ratification, dont il importe au lecteur d'avoir une connoissance exacte,

conquête établi sur une base jusqu'ici inconnue, mais que toute Nation puissante est, il est vrai, intéressée à admettre. Peut être la Pologne, par la vérification des faits, pourroit à son tour avoir des droits bien positifs à faire valoir sur ses voisins, si malheureusement ces droits n'avoient besoin de l'appuy, de la force, que la République ne peut donner aux siens. Quoi qu'il en soit, les Registres publics font foi, que depuis 1769, jusqu'en 1771, la seule Commission du Trésor de Lithuanie, sans compter les autres Tribunaux de la République, a adjugé aux marchands de Riga sur ceux de la Pologne 113,376. florins; preuve que la mauvaise foi trouve en Pologne un frein, qui la réprime lors qu'elle est mise en évidence.

Tels sont les griefs allégués dans la Déduction Russe, & telles les réfutations abrégées, qu'on a crû leur devoir opposer pour le présent.

De l'examen attentif de ce qui précède, naissent les notions suivantes. Les limites entre la Pologne & la Russie ont besoin d'être déterminées avec plus de précision que par le passé. Les abus & les désordres, qui se sont multipliés sur les frontières, au détriment des deux Nations, demandent des réformes, & une police mieux administrée. Mais de là, au droit de s'appropriier les Provinces de la République, la distance est immense. Si la Russie peut à ce titre démembrer la Pologne, la Pologne au même titre peut démembrer la Russie; car ce droit, s'il existe, dérive pour l'une & pour l'autre d'une circonstance qui leur est commune, un mal réel & une réparation à exiger. Si donc on veut être impartial, on trouvera pour résultat unique des allégués de part & d'autre, la preuve du besoin de l'établissement d'une Commission frontiere, qui remédie à tous les désordres, dont se plaignent les deux Nations.

Dans tous les raisonnemens, où la Russie a besoin de justifier le parti qu'Elle a pris il y a sept mois, Elle ne manque pas de se récrier contre l'inertie, les longueurs & l'incohérence de la Constitution Polonoise. Cette affectation rappelle avec quelque surprise, que c'est pourtant cette même Constitution, dont Elle a voulu perpétuer la durée, par sa garantie de 1768.

De tout ce qui a été dit jusqu'ici, il résulte que le procédé, par le quel Elle évalue de sa pleine autorité & sans discussion les capitaux & les intérêts arbitraires de ses prétendues pertes; la démarche par la quelle, de concert avec deux Puissances, comme Elle, sans aucun droit prouvé, ni même annoncé d'avance sur les domaines de la République, & sans être en guerre avec celle-ci, Elle se désigne un Equivalent aux dépens de la Pologne & se l'approprie; ce procédé sans modele & cette démarche n'ont-ils pas les caractères de l'injustice la plus violente? Les titres de la Pologne, au mépris des quels elle est demembrée, sont d'une évidence la plus incontestable. Elle s'appuie sur une possession de plusieurs siècles, jamais contestée & reconnue solennellement par des Traités. Si on objecte, que ce n'est pas, comme lui appartenantes originairement, que la Russie s'approprie les Provinces de la République, mais comme échange ou Equivalent des dédommagemens qu'Elle reclame? on observera: 1. qu'il a déjà été prouvé, que la Pologne ne doit en aucune façon des dédommagemens pour des prétensions, aux quelles Elle peut en opposer au moins d'équivalentes. 2. Les dommages, sur les quels la Cour de Russie fonde ses droits, datent de son aveu, de 60. années; ils existoient donc en 1764. lors que Sa Mte. Impériale ratifia l'acte du 23 Mai, fait en son nom par le Comte de Keyserling son Ambassadeur, & le Prince Repnin son Ministre Plénipotentiaire, dont l'énoncé porte en termes

„expres „ Que loin que les titres de S. M. J. de toutes les
 „Russies puissent jamais porter le moindre préjudice à la
 „République pour ses domaines & possessions actuelles,
 „selon qu'elles lui furent assurées par le Traité définitif de
 „1686; Sa Majesté Impériale lui accorde une garantie so-
 „lemnelle, envers & contre tous, *de toutes ses possessions &
 „ses domaines en général, tels qu'ils sont de fait, ou qu'ils peuvent
 „être de droit „Etc. Etc.*

Garantir en 1764. les Provinces de la République, & se les approprier en 1772, sous prétexte des dommages causés depuis 60. ans, sont des démarches, qui n'auroient pas dû partir de la même main. C'est cependant au mépris de ces titres & de ces engagements, regardés jusqu'ici comme sacrés & inviolables; c'est en vertu des droits, dont les fondemens ont été examinés ci dessus, que la Russie a pris en sa propriété & possession effective les terres & pais énoncés dans sa Déduction page 7. & 8.

La Déduction Russe prétend dégager cette Cour des obligations de la garantie de 1764. en disant, que celle de 1768, a été réjetée. On répond à cela, que la garantie de 1764, & celle de 1768, sont absolument indépendantes l'une de l'autre, & diffèrent essentiellement dans leur objets. La première n'en avoit d'autre, que l'intégrité des domaines de la République: la seconde étoit destinée, à perpétuer la forme imposée alors à son gouvernement. Celle de 1764, fut le prix de la concession volontaire du titre Impérial, donné par la Nation Polonoise à la Souveraine & à la Couronne de Russie, & l'effet d'une stipulation libre, réciproque & également agréable aux deux parties. On ne prétend point ici s'étendre sur la différence des circonstances, qui ont produit & accompagné ces deux diverses garanties. Il suffit de montrer, que la seconde ne fût jamais identifiée

à la première, & ne peut, quelque soit son sort, en aucune manière, en altérer la nature.

Il manqueroit un article essentiel à cet écrit, si on n'y rappelloit les prétensions, que la République peut à son tour former à la charge de la Russie.

1. Des violations de territoires sans nombre, les pertes occasionnées à l'Etat & à la Noblesse par l'enlèvement, à mains armées & contre la teneur des Traités, des païsans Polonois, ainsi que par les transfuges favorisés & récelés dans leur fuite; les infractions faites aux Traités dans les matières de commerce; en un mot les mêmes griefs, que la Russie allègue à la charge de la Pologne, allégués par celle-ci, à la charge de la Russie forment une masse de prétensions immenses. Et ce qui démontre, que ceci n'est pas avancé légèrement, c'est la suite des Mémoires, Notes, & Sollicitations adressées à la Cour de Russie par les Ambassadeurs & Ministres de la République de Pologne depuis Wollowicz en 1711, & Chomentowski en 1720, & leurs successeurs jusqu'aux tems présens, ainsi que par toutes les pièces semblables, remises ici par le Ministère de la République aux Ambassadeurs & Ministres de la Cour de Russie.

2. Les armées Russes, qui depuis 70. ans vont & viennent sans cesse sur le territoire de la République y ont commis les désordres les plus onéreux; les sommes tant anciennes que modernes, réclamées par les particuliers, munis des quittances des Officiers & Généraux pour les livraisons, qui ont nourri, soit dans les passages, soit dans le séjour les armées Russes; tous ces articles forment un total des dommages & de prétensions difficiles à déterminer; mais en suivant l'exemple donné du calcul par approximation, & en y ajoutant pareillement les intérêts, monteront

teront sûrement au moins à quelques vingtaines de Millions.

3. Enfin la Livonie entière, que l'Empereur Pierre I. s'est solennellement obligé par le Traité de 1704. de rendre à la République, lorsque ses armes en auroient fait la conquête; cet objet en fournit un des prétensions & des droits de la dernière importance. La République les a expressément réclamé en divers tems & nommement en 1711 & 1720, inutilement, à la vérité, mais ces réclamations constatent, que la République ne s'en est jamais relachée & que l'usufruit, dont la Russie jouit depuis 60, & tant d'années, est un objet de restitution & de dédommagement que la République n'a point oublié.

Que l'Equité prenne maintenant la balance & juge entre les deux Nations; la Pologne n'appellera pas de ses arrêts.

Remarques générales sur les Traités, qui servent de base aux griefs cités dans la Dédution Russe.

Les Traités, sur les quels la Russie appuie ses griefs contre la Pologne, au sujet des limites, du commerce &c. sont: par rapport à la Livonie les Traités d'Oliva & de 1705, & celui de 1686 pour les autres frontières.

On a vu plus haut quel étoit ce Traité de 1705: il est évident, que la République ne l'ayant jamais compté parmi ses actes obligatoires; la Russie même n'ayant jamais reconnu le Monarque, sous le règne incertain du quel il fut conclu; ce Traité, ayant de plus été solennellement annullé en 1710 à la réquisition de cette même Russie, Elle ne

peut légitimement, ni raisonnablement fonder sur lui ni ses griefs ni ses prétensions.

Le Traité d'Oliva dans les Articles, qui concernent la Livonie, a stipulé entre la Pologne & la Suède; c'est donc comme ayant succédé aux droits de la Suède sur la Livonie, que la Russie en appelle à ce Traité; mais on a vu plus haut, que cette Province appartient indisputablement à la Pologne, & que ce n'est qu'à la faveur de l'usurpation & contre la teneur du Traité solennel de 1704, que la Russie l'a retenue au préjudice de la République. Ainsi, c'est par un abus bien étrange que cette Puissance s'autorise d'un Traité, qui suppose des droits, qu'Elle n'apas, contre la Pologne, qui a pour elle tous ces mêmes droits, qui manquent à la Russie. Puiser ses griefs dans des sources de cette nature, c'est assurément déceler la foiblesse de sa cause.

Quant au Traité de 1686, il est à remarquer qu'il ne fut ratifié par la République qu'en 1710, à la réquisition du Prince Dolgoruki Ambassadeur de Russie, & encore conditionnellement & conjointement avec le Traité de 1704. Voici cette ratification tirée du 6me Volume des Constitutions pag. 145, & traduite littéralement.

„ D'autant qu'au nom de S. M. Czarienne, son Am-
 „ bassadeur Plénipotentiaire le P^{ce} Dolgoruki nous deman-
 „ dant à nous & à la République le renouvellement des der-
 „ niers Traités, le perpétuel (a) & le passager (b) relatif à
 „ la guerre actuelle contre le Roi de Suède, en vigueur du
 „ plein-pouvoir à lui donné à cet effet, a déclaré & assuré
 „ de bouche & par écrit que les deux Traités sus-dits seront

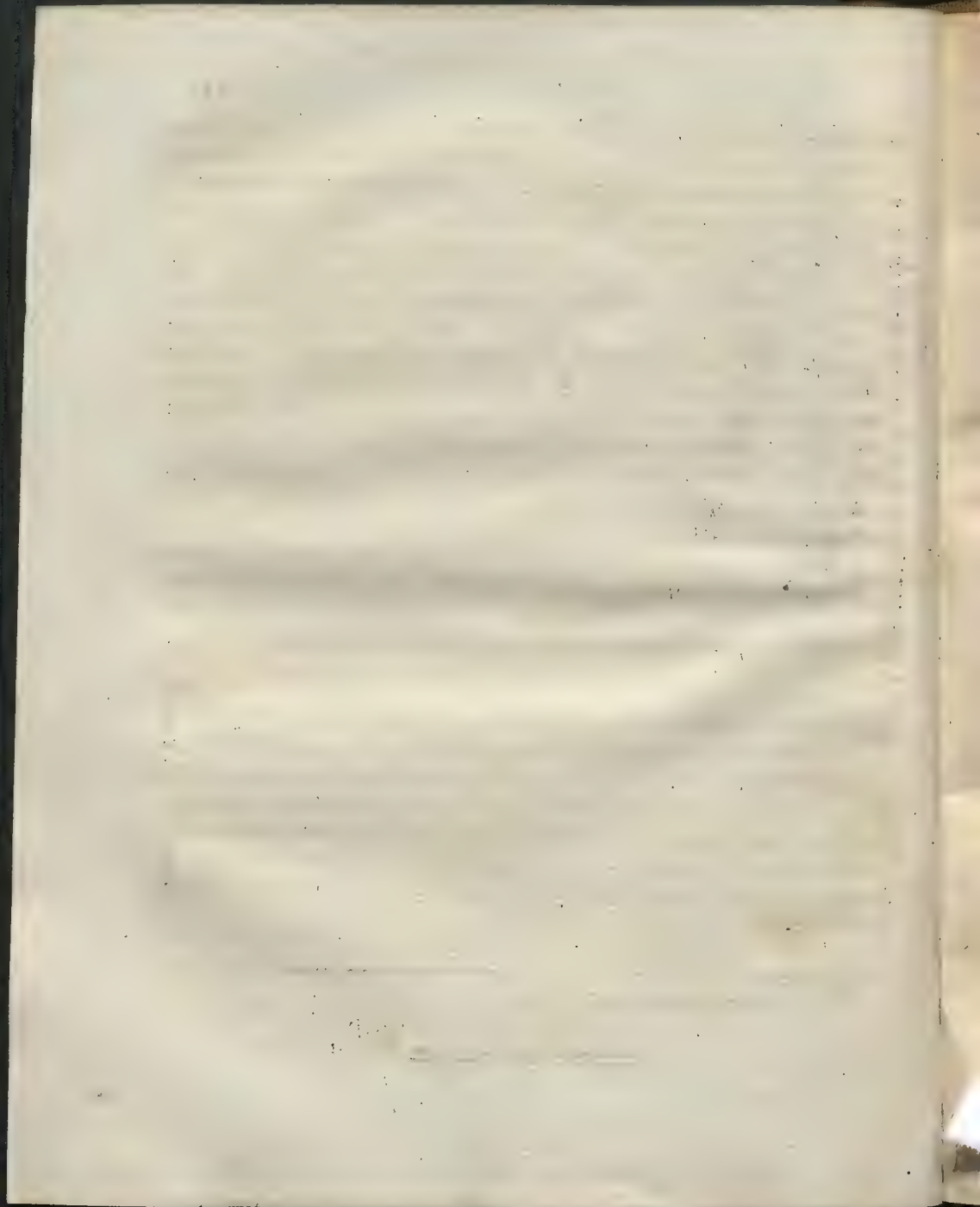
(a) C'est le traité de 1686. (b) Celui de 1704.

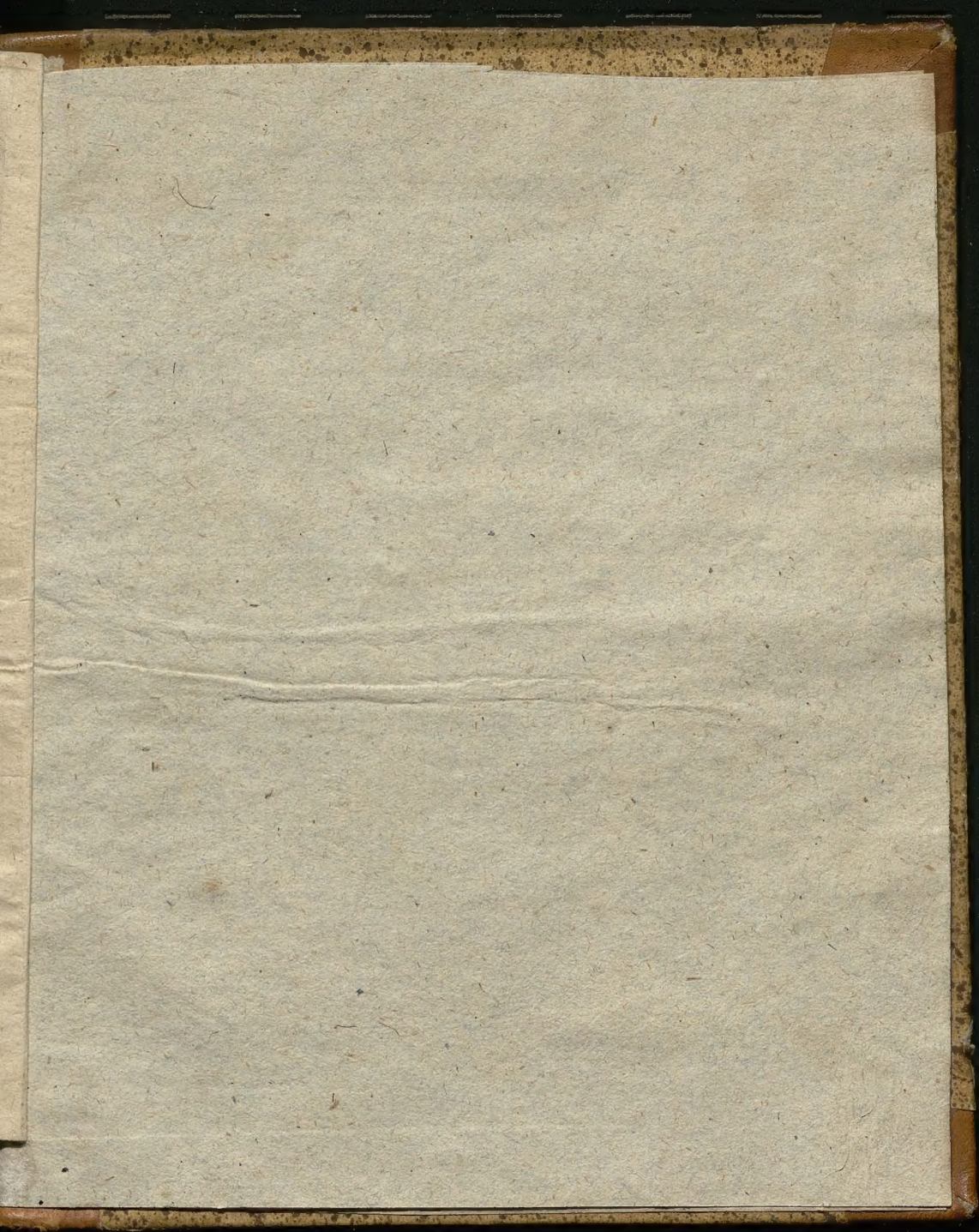
„ exécutés & maintenus du côté de S. M. Czarienne dans
 „ tous leurs points, articles & paragraphes, ainsi que toutes
 „ les promesses postérieures, déclarations & assurances,
 „ particulièrement à l'égard de l'évacuation des troupes
 „ Russes pour les faire marcher en pays ennemis, ou dans
 „ le leur; à l'égard de la reddition des forteresses & des
 „ canons de la République, du payement des millions pro-
 „ mis (c) pour l'armée & autres points; *Or c'est sur ce fonde-*
 „ *ment & sous l'accomplissement de ces conditions,* que pour montrer
 „ notre amitié réciproque & constante & celle des Etats de
 „ la République, non seulement nous ratifions & confirmons
 „ les deux Traités sus-dits par l'autorité de la présente as-
 „ semblée solennelle & nous permettons de les insérer &
 „ imprimer parmi les sanctions du Conseil actuel. Mais
 „ aussi nous déclarons d'accomplir la même chose, Dieu ai-
 „ dant, à la Diète prochaine, sauf l'intégrité de S^{te} Reli-
 „ gion Catholique Romaine, des deux Rits Latin & Grec
 „ selon l'état & condition où elle se trouve aujourd'hui; le
 „ tout sans préjudice au Traité de Carlowitz avec la Porte.,

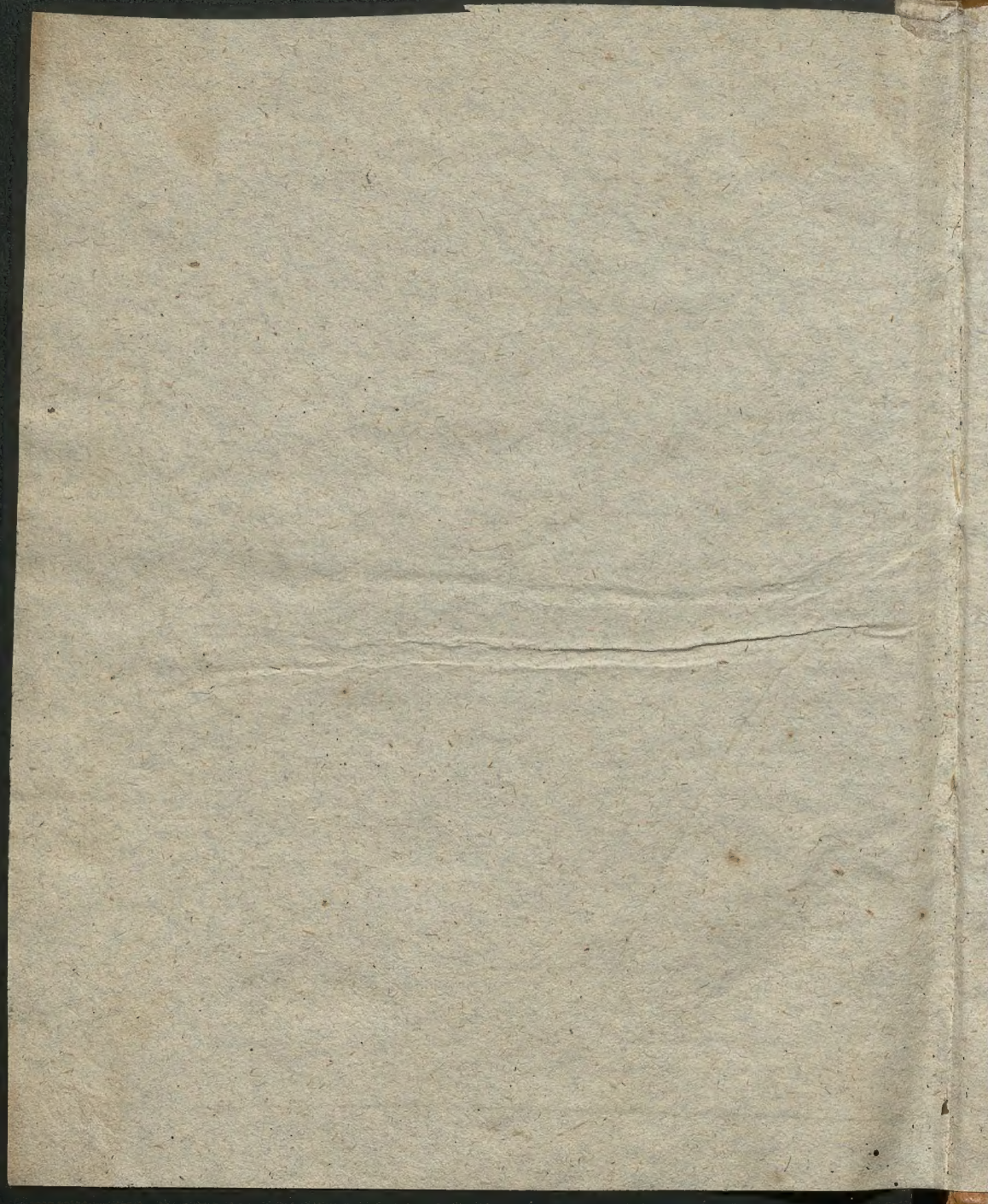
La plus grande partie des conditions stipulées ci-des-
 sus n'ayant jamais été accomplies, comme le prouvent les
 Notes & Mémoires présentés en différens tems pour en ré-
 clamer l'exécution, & le Traité de 1704 étant jusqu'aujourd'hui
 sans effet du côté de la Russie, il s'en suit, que celui de 1686,
 n'est au fond point obligatoire pour la Pologne, la Russie
 ayant elle-même supprimé ce qui devoit donner l'autorité
 à ce Traité & lui ménager à Elle le droit de le citer à son a-
 vantage.

(c) Par le traité de 1704.









Biblioteka Jagiellońska



stdr0023295

